



2025.03.ART.PM.43

**ARRÊTÉ TEMPORAIRE D'INTERDICTION DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT
PARKING DE L'ANCIEN CHEMIN DE BRAX A PIBRAC
DU 15 AU 18 JUILLET 2025**

Le Maire de la commune de Pibrac,

VU l'article R 610-5 du Code Pénal,

VU l'article L.511-1 du Code de la Sécurité Intérieure,

VU le Code Général de Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1 à L 2212- 5,

VU le Code de la Route, et notamment l'article L 411-1 et l'article R 417-3,

VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L115-1, L141-10, L141-11 et L141-12,

VU le Code de la Route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-2, R 411-8 et R 411-25 et 28

VU la loi 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et des régions,

VU la loi 82-623 du 22 juillet 1982,

VU la loi 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée et relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU l'arrêté interministériel modifié du 24 Novembre 1967, portant instruction générale sur la signalisation routière,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 Novembre 1992,

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2002 modifiant les conditions de mise en œuvre de la signalisation routière,

VU l'état des lieux,

Considérant la demande de Toulouse Métropole pour effectuer des travaux de marquage au sol de la signalisation routière du parking Ancien Chemin de Brax, à Pibrac,

ARRÊTE

Article 1 : Interdictions et dérogations

Le parking de l'Ancien Chemin de Brax est interdit à la circulation et au stationnement du 15.07.2025 à 09h au 18.07.2025 à 17h00.

A titre dérogatoire :

- Les véhicules des services municipaux, les véhicules de secours ou de Police et de Gendarmerie sont autorisés à stationner et circuler.
- Les véhicules sollicités par Toulouse Métropole sont habilités à stationner et circuler.

Article 2 : Implantation et Sécurité

Le stationnement et la circulation sont interdits sur le parking de l'Ancien Chemin de Brax.

L'interdiction est matérialisée par la mise en place de barrières :

Article 3 : Mise en place

Les barrières sont positionnées et retirées par les services techniques de la commune.

Article 4 : Exécution

Le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Haute-Garonne, le responsable de la Police Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 : Publicité de l'arrêté

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6 : Voie de recours

Conformément à l'article R 421-1 et suivant du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 7 : Ampliation

Ampliation est faite à :

- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Haute-Garonne,
- Le service de Police Municipale de Pibrac,
- Le service technique

Fait à Pibrac le 24.03.2025

Par délégation

4^{ème} adjointe Déléguée aux déplacements doux, à la voirie, à la tranquillité publique et aux réseaux,

Brigitte HILLAT



Acte rendu exécutoire après publication du : 24.03.2025